

# Présentation du rapport sur le développement dans le monde 2006 de la Banque mondiale

## 1 - Qu'est ce que l'équité et comment la prendre en compte dans les politiques de développement ?

Le rapport sur le développement dans le monde 2006 a été présenté à Paris le 13 septembre 2005 au siège de l'Agence Française de Développement par François Bourguignon, vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale et Francisco Ferreira, un des auteurs du rapport, lors d'une réunion présidée par Pierre Jacquet directeur des études et de la stratégie de l'AFD.

**Le rapport intitulé « Equité et développement » est le résultat d'un important travail de méthode et d'analyse. Il a l'ambition d'apporter une contribution nouvelle à la conception du développement en l'abordant sous l'angle de l'équité.**

L'équité est la distribution des opportunités donnant à chacun d'égales possibilités de mettre en valeur ses capacités. C'est l'égalité des chances d'accéder aux facilités (mot qui vient du *facilities* anglo-saxon). Par facilités, on entend l'accès à l'éducation, à la santé, à l'influence politique (démocratie) mais aussi l'accès au marché, au crédit, à l'assurance, au capital foncier et au travail. L'équité se situe donc en amont par rapport à la distribution des revenus et à l'égalité des résultats.

Cette approche qui donne à l'équité une place centrale inspire la communauté du développement depuis une dizaine d'années dans l'esprit des conceptions d'économistes tels que le prix Nobel Amartya Sen, qui a d'ailleurs été consulté par la Banque mondiale pour ce rapport. Le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) en a aussi fait le thème central de son rapport annuel. L'apport du travail de la Banque mondiale est de construire des outils opérationnels d'analyse et d'aide aux politiques de développement, en fonction de cette conception.

## 2 - Un cadre d'analyse pour concilier l'économie et le développement humain

Ce cadre d'analyse tente de concilier les deux grands principes de la Banque Mondiale, à savoir les conditions des investissements et le développement humain. En effet, les auteurs estiment que « la relation déterminante qui existe entre l'équité et le développement est le thème central de ce rapport, qui met l'accent sur **deux courroies de transmission, à savoir les effets de l'inégalité des chances lorsque les marchés sont imparfaits, et l'incidence de l'inégalité sur la qualité des institutions qu'une société produit** ».

Cette approche devrait conduire à reconsidérer l'efficacité de l'aide et ses modes d'allocation. En effet, « le souci d'égalité des chances implique que **l'action des pouvoirs publics doit se focaliser sur la répartition des actifs, les opportunités économiques et les moyens d'expression politique** au lieu de chercher à agir directement sur l'égalité des revenus » (« accès plus large aux services publics, à l'information et aux marchés ; des droits de propriété garantis pour tous »). De même, le rapport explicite la nécessité des arbitrages entre l'impact à court terme et l'équité à long terme (réduction des conflits, confiance, institutions efficaces).

### **3 - Des thèmes qui recoupent des thématiques de FARM**

Le premier chapitre mesure et analyse les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays. A noter que l'inégalité mondiale a tendance à diminuer très légèrement en raison de la croissance de la Chine et de l'Inde. Le deuxième chapitre « En quoi l'équité est-elle importante ? » développe le cadre d'analyse et les arguments résumés ci-dessus. Le troisième chapitre, intitulé « **appliquer les mêmes règles du jeu à tous dans les sphères économique et politique** » traite du **potentiel humain, de la justice, de la terre, des infrastructures, des marchés et de la macroéconomie ainsi que de l'équité au niveau mondial.**

**Ces sujets rejoignent nos préoccupations.**

En voici, à titre d'exemples, quelques extraits :

-« **Les politiques les plus efficaces de lutte contre la pauvreté pourraient porter sur la redistribution de l'influence, des avantages ou des subventions au détriment des groupes dominants** ». Le rapport insiste sur la nécessité de redistribuer le droit à la parole et l'influence.

-« **L'accès à l'infrastructure, qu'il s'agisse des routes, de l'électricité, de l'eau, de l'assainissement ou des télécommunications est en général extrêmement variable selon les groupes** »... « Cela se traduit souvent par une diminution substantielle des opportunités économiques ». Le rapport discute de façon équilibrée du rôle du secteur public « dans bien des cas la seule source de financement pour les plus mal lotis » et de l'efficacité du secteur privé.

-« **L'ouverture des marchés des produits d'un pays au commerce extérieur a des effets très divers** ». Si le rapport plaide à de nombreuses reprises sur l'accès aux marchés des pays de l'OCDE pour les produits agricoles, il reconnaît que « les avantages liés à la libéralisation des échanges profiteront probablement plutôt aux pays à revenu intermédiaire qu'aux pays les moins avancés ».

-« **La protection des brevets restreint l'accès des pays pauvres aux innovations** ». Le rapport fait référence aux médicaments, mais ceci concerne aussi les ressources végétales et animales.

- Le rapport insiste sur la nécessité de règles internationales plus équitables et surtout sur la nécessité de « **permettre aux pays pauvres de participer de manière plus efficace aux processus de détermination des règles internationales** ».

### **4 - Conclusion : jouer le jeu de la réflexion et du débat ?**

*- Cet exercice ouvre incontestablement de nouvelles pistes, surtout pour l'analyse, en mettant en lumière la complexité des situations, la multiplicité des paramètres, l'importance du temps et les fonctions des politiques publiques. A ce stade, les propositions restent assez conformes aux orientations de la Banque Mondiale. La question est de savoir si cette approche aura des suites dans trois sortes de direction : l'approfondissement de questions ainsi ouvertes, le dialogue de la Banque avec des tiers, la remise en question de certaines positions de la Banque. Ceci pourrait dépendre de la capacité d'autres acteurs à enrichir ces thèmes.*

*- Pour ce qui concerne l'influence notamment, ce type de raisonnement pourrait être invoqué au profit des ruraux (des pauvres ruraux en particulier), des pays les moins avancés ou des organisations professionnelles agricoles de ces pays.*